

GK/HO
BURKINA FASO

Unité- Progrès- Justice

DECRET N°2014- 369 /PRES/PM/MJ/MEF
portant adoption de la politique nationale de
justice (PNJ), version révisée et de son plan
d'actions prioritaires 2014-2016.

**LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

VU la Constitution ;

VU le décret n°2012-1038/PRES du 31 décembre 2012 portant nomination du
Premier Ministre ;

VU le décret n° 2013-002/PRES/PM du 02 janvier 2013 portant composition du
Gouvernement ;

VU la loi n°010/98/AN du 21 avril 1998 portant modalités d'intervention de l'Etat
et répartition de compétences entre l'Etat et les autres acteurs de
développement ;

VU la loi n°20/98/AN du 05 mai 1998 portant norme de création, d'organisation
et de gestion des structures de l'administration de l'Etat ;

VU le décret n°2013-104/PRES/PM/SGGCM du 07 mars 2013 portant
attributions des membres du Gouvernement ;

Sur rapport du Ministre de la Justice, Garde des Sceaux ;

Le Conseil des Ministres entendu en sa séance du 22 janvier 2014 ;

DECRETE

Article 1 : Sont adoptés la politique nationale de justice (PNJ), version révisée et
son plan d'actions prioritaires 2014-2016 dont les documents sont
 joints au présent décret.

Article 2 : Le Ministre de la Justice, Garde des Sceaux et le Ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 12 mai 2014

Le Premier Ministre


Beyon Luc Adolphe TIAO

Le Ministre de l'Economie
et des Finances


Lucien Marie Noël BEMBAMBA



Le Ministre de la Justice,
Garde des Sceaux


Dramane YAMEOGO



PLAN D' ACTIONS PRIORITAIRES 2014-2016

Politique Nationale de Justice, version révisée



Sommaire

Liste des abréviations	ii
INTRODUCTION	1
I. PRESENTATION SUCCINCTE DE LA POLITIQUE.....	2
1.1. Rappel de la vision et des grandes orientations	2
1.1.1. Vision	2
1.1.2. Orientations stratégiques.....	2
1.2. Rappel des objectifs	2
II. PROGRAMMES ET ACTIONS PRIORITAIRES	3
2.1. <i>Programme 1 : Pilotage et soutien et des services du ministère.....</i>	3
2.1.1. <i>Action 1.1 : Pilotage et coordination des actions du ministère</i>	3
2.1.2. <i>Action 2.1 : Gestion des ressources humaines.....</i>	4
2.1.3. <i>Action 1.3 : Gestion des ressources matérielles et financières</i>	4
2.1.4. <i>Action 1.4. Communication et information.....</i>	5
2.1.5. <i>Action 1.5 : Planification et suivi-évaluation</i>	5
2.2. <i>Programme 2 : Administration judiciaire</i>	5
2.2.1. <i>Action 2.1 : Gestion des affaires civile, commerciale, administrative et sociale</i>	6
2.2.2. <i>Action 2.2 : Gestion des affaires pénales.....</i>	6
2.2.3. <i>Action 2.3 : Gestion du sceau.....</i>	6
2.2.4. <i>Action 2.4 : Gestion de la législation et de la coopération judiciaire</i>	7
2.2.5. <i>Action 2.5 : Gestion des affaires sociales et de la réinsertion.....</i>	7
2.2.6. <i>Action 2.6 : Aide aux victimes et accès à la justice</i>	7
2.3. <i>Programme 3 : Administration pénitentiaire</i>	8
2.3.1. <i>Action 3.1 : Garde et contrôle des personnes placées sous-main de justice.....</i>	8
2.3.2. <i>Action 3.2 : Réinsertion éducative et socioprofessionnelle des détenus condamnés.....</i>	8
2.3.3. <i>Action 3.3 : Humanisation des établissements pénitentiaires</i>	8
2.3.4. <i>Action 3.4 : Promotion de la production pénitentiaire.....</i>	9
2.3.5. <i>Action 3.5 : Commandement et coopération pénitentiaire</i>	9
III. BESOINS FINANCIERS ET SOURCES DE FINANCEMENT DU PAST 2014-2016.....	9
IV. STRATEGIE DE MISE EN OEUVRE, DE SUIVI ET D'EVALUATION	10
4.4.1. <i>Le cadre sectoriel de dialogue justice et droits humains (CSD-JDH).....</i>	11
4.4.2. <i>Le secrétariat technique</i>	13
4.4.3. <i>Les groupes techniques.....</i>	13
4.5. Le suivi-évaluation.....	15

Liste des abréviations

ADP	Assemblée des députés du peuple
AN	Assemblée nationale
ASCE	Autorité supérieure de contrôle d'Etat
CA	Cour d'appel
CAMCO	Centre d'arbitrage, de médiation et de conciliation de Ouagadougou
CASEM	Conseil d'administration du secteur ministériel
CBMT	Cadre budgétaire à moyen terme
CCRP	Conseil consultatif pour les réformes politiques
CBMT	Cadre de dépenses à moyen terme
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest
CEFORB	Centre de formalités des entreprises
CEST	Centre d'éducation spécialisée et de formation
CEMI	Commission électorale nationale indépendante
CENTIF	Cellule nationale de traitement de l'information financière
CIH	Commission de l'informatique et des libertés
CJ-CEDEAO	Cour de justice de la CEDEAO
CJ-UEMOA	Cour de justice de l'UEMOA
CNC	Commission nationale de codification
CONHADA	Commission nationale pour l'harmonisation du droit des affaires en Afrique
CPI	Cour pénale internationale
CSC	Conseil supérieur de la communication
GSD	Cadre sectoriel de dialogue
GSP	Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté
GSM	Conseil supérieur de la magistrature
DAF	Direction de l'administration et des finances
DAJAV	Direction de l'accès à la justice et de l'aide aux victimes
DCPM	Direction de la communication et de la presse ministérielle
DGESS	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
DGAJJ	Direction générale des affaires juridiques et judiciaires
DGEF	Direction générale de l'économie et de la planification
DGGSP	Direction générale de la garde de sécurité pénitentiaire
DGPCS	Direction générale de la politique criminelle et du sceau
DMP	Direction des marchés publics
DRH	Direction des ressources humaines
DUDH	Déclaration universelle des droits de l'homme
ENAM	Ecole nationale d'administration et de magistrature
ENGSP	Ecole nationale de la garde de sécurité pénitentiaire
ENP	Etude nationale prospective
GSP	Garde de sécurité pénitentiaire
ISJ	Inspection technique des services judiciaires
MAC	Maisons d'arrêt et de correction
MAEP	Mécanisme africain d'évaluation par les pairs
MF	Médiateur du Faso
MJ	Ministère de la justice

V. RISQUES MAJEURS.....	16
5.1. Non-implication des parties prenantes.....	16
5.2. Instabilité sociale, économique et institutionnelle.....	16
5.3. Mobilisation inefficace des ressources financières.....	16
CONCLUSION.....	17
ANNEXES.....	- 1 -

MPDH	Ministère de la promotion des droits humains
OHADA	Organisation pour l'harmonisation du droit des affaires en Afrique
OMD	Objectifs du millénaire pour le développement
OPJ	Officier de police judiciaire
OSC	Organisations de la société civile
PACDE	Projet d'appui à la compétitivité et au développement des entreprises
PANRJ	Plan d'actions national pour la réforme de la justice
PAP	Plan d'actions prioritaires
PAST	Plan d'actions sectoriel triennal
PG-PANRJ	Plan de consolidation du plan d'actions national pour la réforme de la justice
PIB	Produit intérieur brut
PM	Premier ministre
PNJ	Politique nationale de Justice
PNUD	Programme des nations unies pour le développement
PRES	Présidence
PS	Perception spécialisée
PTF	Partenaires techniques et financiers
RCCM	Registre du commerce et du crédit mobilier
SCADD	Stratégie de croissance accélérée et de développement durable
SDI	Schéma directeur informatique
SGG-CM	Secrétariat général du gouvernement et du conseil des ministres
TA	Tribunal administratif
TD/TA	Tribunal départemental/ Tribunal d'arrondissement
TGI	Tribunal de grande instance
TGI	Tribunal de grande instance
TI	Tribunal d'instance
TIG	Travail d'intérêt général
TPE	Tribunal pour enfants
TPI	Tribunal pénal international
UEMOA	Union économique et monétaire ouest africaine
UNICEF	Organisation des nations unies pour l'enfance

INTRODUCTION

La politique nationale de justice (PNJ) adoptée en 2010 est l'outil principal de pilotage et de management du secteur de la justice sur la période 2010-2019. Elle a pour vision de faire de la justice burkinabè à l'horizon 2019, une justice crédible, équitable, indépendante, transparente, déconcentrée, compétente et accessible à tous. Pour son opérationnalisation, quatre (04) plans d'actions ont été élaborés et mis en œuvre de 2010 à 2013 et ont permis des avancées notables en matière de renforcement des capacités globales de la justice, d'accessibilité à la justice et l'amélioration du dispositif juridique et judiciaire.

S'inscrivant dans une dynamique de planification stratégique, l'avènement du budget programme et de la stratégie de croissance accélérée et de développement durable (SCADD) ont rendu nécessaire la relecture de cette politique nationale de justice. Cette relecture a pour but non seulement de donner à la PNJ une architecture programme mais aussi de prendre en compte les récentes évolutions et préoccupations du secteur.

Ce premier plan d'actions prioritaires (PAP 2014-2016) est élaboré sur la base des trois (03) programmes identifiés dans la politique nationale de justice révisée. Il prend en compte les préoccupations prioritaires du secteur de la justice sur la période notamment en ce qui concerne le pilotage, l'amélioration de la qualité et de la célérité dans le traitement des dossiers judiciaires et le renforcement de l'administration pénitentiaire.

Ce PAP s'articule autour de quatre (04) grandes parties suivantes :

- présentation succincte de la politique nationale de justice ;
- programmes et actions prioritaires ;
- financement de la politique ;
- stratégies de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation et les risques majeurs.

I. PRESENTATION SUCCINCTE DE LA POLITIQUE

1.1. Rappel de la vision et des grandes orientations

1.1.1. Vision

La vision de la politique nationale de justice à l'horizon 2019 est celle d'une « Justice crédible, équitable, indépendante, transparente, déconcentrée, compétente et accessible à tous ».

Cette vision découle des attentes des Burkinabè vis-à-vis de la justice telles que exprimées dans l'Etude Nationale Prospective « Burkina 2025 » et qui reposent d'une part, sur un Etat fort assurant la sécurité des personnes et des biens et d'autre part, sur une institution de règles et de lois (un Etat de droit) qui garantissent un cadre sain pour les affaires et rassurent les acteurs du développement.

1.1.2. Orientations stratégiques

Pour l'atteinte de la vision de la PNJ, deux (02) orientations stratégiques ont été définies à savoir :

- dynamiser le pilotage du secteur de la justice et renforcer ses capacités ;
- renforcer la protection des droits et libertés individuelles et collectives.

La première orientation stratégique prend en charge les questions de renforcement de capacités globales de la justice. Dans cette quête, le gouvernement doit travailler à accroître le professionnalisme des acteurs, à renforcer l'indépendance du pouvoir judiciaire et à améliorer les conditions de travail. Il travaillera également à mettre en place un dispositif de pilotage performant et un encadrement juridique solide.

La deuxième orientation stratégique prend en charge toutes les questions liées à l'accessibilité physique, financière et psychologique au service public de la justice, au renforcement de l'efficacité et de la crédibilité de la justice et l'amélioration des conditions de détention

1.2. Rappel des objectifs

La PNJ a pour objectif général de rendre la justice plus performante, plus accessible et plus protectrice des droits et libertés.

Cet objectif général est décliné en trois objectifs spécifiques à savoir :

- renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du ministère ;
- renforcer la protection des droits et des libertés des femmes et des hommes ;
- contribuer à assurer la sécurité publique tout en favorisant la réinsertion sociale des détenus.

II. PROGRAMMES ET ACTIONS PRIORITAIRES

Le PAP 2014-2016 est structuré autour des trois (03) programmes « soutien et pilotage », « administration judiciaire » et « administration pénitentiaire » qui ont été définis dans la PNJ révisée pour encadrer les différentes interventions des acteurs du secteur. Pensés sur un horizon temporel d'une décennie, ces programmes prennent racines sur les faiblesses et menaces relevées dans le diagnostic, sur les principes directeurs et les défis arrêtés en amont. Les activités qui y sont définies dans chaque programme sont en corrélation avec les actions identifiées dans le programme et les résultats visés sur la période.

A terme, les activités envisagées dans les différents programmes participeront à une plus grande efficacité de la justice, à une plus grande accessibilité de la justice et une protection optimale des droits et libertés des citoyens.

2.1. Programme 1 : Pilotage et soutien et des services du ministère

Ce programme regroupe les actions de toutes les structures venant en soutien aux autres programmes. Il comprend cinq (05) actions à savoir, la gestion des ressources humaines, la gestion des ressources matérielles et financières, la communication et information et la planification et le suivi-évaluation.

Il vise à renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du Ministère en charge de la Justice en apportant les soutiens humains, matériels et financiers nécessaires à l'atteinte des objectifs de la politique nationale de justice.

2.1.1. Action 1.1 : Pilotage et coordination des actions du ministère

La politique sectorielle offre un cadre cohérent d'intervention et de mise en œuvre des actions du Ministère en charge de la Justice. Pour plus d'efficacité et une meilleure synergie d'action, un bon dispositif de pilotage et de coordination de l'ensemble des

actions doivent être mis en place. Pour ce faire, l'essentiel des activités de cette action seront orientées vers le renforcement des cadres de concertation, l'amélioration du contrôle hiérarchique des différentes structures à travers de nouvelles méthodes de management et une meilleure réorganisation des acteurs.

2.1.2. Action 2.1 : Gestion des ressources humaines

La qualité et la performance d'une institution dépendent en grande partie de la qualité des hommes qui l'animent notamment de leur compétence, leur moralité, leur disponibilité, leur dévouement et leur professionnalisme. Le professionnalisme des acteurs est donc déterminant pour l'atteinte des objectifs fixés par la PNJ. Pour accroître les compétences des différents acteurs et optimiser leur professionnalisme, la majorité des activités de cette action contribuera à renforcer les capacités techniques des agents et à rationaliser leur affectation. De même, un accent particulier sera accordé à la spécialisation des acteurs notamment les magistrats et gardes de sécurités pénitentiaires. Par ailleurs, dans le cadre de la gestion prévisionnelle des emplois, le ministère s'attèlera à élaborer et à mettre en œuvre des plans rationnels de carrière, de recrutement (personnel judiciaire et auxiliaires de justice). Le recrutement devrait aussi prendre en compte les personnels spécialisés (psychologues, sociologues, éducateurs spécialisés, encadreurs techniques,...). Enfin, des instances de discipline seront mis en place pour contrôler et/ou sanctionner les agents qui enfreindraient gravement les règles administratives ou aux codes déontologiques et éthique professionnelle.

2.1.3. Action 1.3: Gestion des ressources matérielles et financières

Cette action vise la garantie d'une gestion optimale des ressources matérielles et financières dans le respect des principes de gestion axée sur les résultats. Pour un fonctionnement optimal des structures du département, il faudrait d'une part les équiper en moyens matériels adéquats et d'autre part leur fournir les ressources financières nécessaires à la réalisation des activités. L'essentiel des activités de cette action consiste à la réalisation et à la mise en œuvre d'un plan d'équipement cohérent (en rapport avec les investissements). En outre la cohérence sera recherchée entre la programmation budgétaire et la planification des plans.

2.1.4. Action 1.4. Communication et information

La communication est un élément important dans la mise en œuvre des politiques et stratégies dans ce sens qu'elle permet d'échanger des informations entre différents acteurs, facilite la synergie d'action et véhicule des changements de comportement. Dans le cadre de la mise en œuvre de la PNJ, les activités de cette action se résumeront à l'animation et à la publication du journal « juste info » et du site web du ministère, à des conférences de presse et à des couvertures médiatiques. Aussi, dans le cadre de la mise en œuvre du SDI de nouveaux outils modernes de communication seront mis en place pour permettre aux acteurs centraux et déconcentrés de se communiquer permanemment et d'échanger d'utiles informations. En outre, certains rapports spécifiques feront l'objet de conseil des ministres en vue d'informer le gouvernement sur le niveau de mise en œuvre de la PNJ.

Par ailleurs, il s'agira aussi d'organiser des campagnes de communication sur diverses questions judiciaires et juridiques du pays en vue d'informer d'une part les populations et d'autre part de rapprocher davantage la justice du justiciable. Ces activités de communication se feront en théâtre forum, conférences-échanges, émissions radiophoniques et télé, dépliants, etc. il convient de noter qu'au-delà de l'information des populations sur leurs droits fondamentaux et sur l'action ministérielle, ces activités visent également à induire un changement positif de comportement et l'ancrage du système judiciaire.

2.1.5. Action 1.5 : Planification et suivi-évaluation

Manager c'est prévoir. L'action « Planification et suivi-évaluation » permettra d'asseoir un système de planification stratégique et rigoureuse et un dispositif efficace de suivi - évaluation de la politique sectorielle, de ses programmes et des projets sous tutelle du ministère de la Justice. A cet effet, il s'agira notamment d'élaborer et de suivre la mise en œuvre du plan d'actions prioritaires et d'assurer la programmation pluriannuelle des investissements du Ministère en cohérence avec les choix stratégiques.

Par ailleurs, certaines activités de l'action devraient définir et fournir des indicateurs de performance et d'impact pour le suivi de la politique.

2.2. Programme 2 : Administration judiciaire

Ce programme vise d'une part, à renforcer la protection des droits et des libertés des citoyens à travers une bonne administration de la justice en matière civile, commerciale, sociale, administrative, pénale et une coopération judiciaire efficace et d'autre part, à évoluer vers une institutionnalisation effective et un contrôle systématique du Sceau. Il s'agit en outre, d'assurer une sécurité juridique et une authenticité des actes publics, à la réinsertion sociale des détenus, à l'aide aux victimes et à l'accessibilité de la justice aux justiciables. Il comprend six (06) actions.

2.2.1. Action 2.1: Gestion des affaires civile, commerciale, administrative et sociale

Cette action se fixe pour objectif l'amélioration de la gestion des affaires civile, commerciale, administrative et sociale dans le but de renforcer la protection des droits et des libertés.

Elle consistera à réaliser des études, d'élaborer des projets de lois, d'ordonnances, de décrets et à internaliser les conventions internationales sur les matières relevant de sa compétence. En outre elle contribuera au renforcement des capacités techniques des intervenants du système judiciaire. Elle permettra d'améliorer la qualité et la célérité des décisions rendues par les cours et tribunaux dans les différentes matières suscitées.

2.2.2. Action 2.2 : Gestion des affaires pénales

Cette action doit permettre d'améliorer la qualité et la célérité des décisions rendues par les cours et tribunaux en matière pénale. Elle consiste principalement à relire le Code de procédure pénale, à définir la politique criminelle, à fiabiliser le casier judiciaire et à renforcer les capacités des acteurs qui interviennent dans la chaîne pénale. A cet effet, elle vise la création d'un pool économique aux TGI de Ouagadougou et de Bobo Dioulasso et d'une chaîne pénale au TGI de Ouagadougou.

2.2.3. Action 2.3 : Gestion du sceau

Pour garantir la sécurité et l'identité de l'Etat à travers les actes des différentes administrations publiques, des actions urgentes doivent être nécessairement entreprises en vue de réhabiliter à terme le sceau de l'Etat. Pour ce faire, il est prévu dans ce PAP, une étude complète du sceau dont les conclusions permettront de décliner des actions concrètes à moyen et long terme.

2.2.4. Action 2.4 : Gestion de la législation et de la coopération judiciaire

La mise en œuvre de cette action permettra d'améliorer la législation et de renforcer la coopération judiciaire. Elle vise l'élaboration d'une part des projets de loi et de textes législatifs et réglementaires, et d'autre part à participer à la préparation, à l'élaboration des conventions judiciaires internationales, à la proposition des modifications nécessaires, à l'intégration et à l'harmonisation de la législation interne avec les normes internationales ainsi que la notification des actes judiciaires et extrajudiciaires. A cet effet, elle finalisera la relecture des lois organiques sur le CSM et le statut de la magistrature, à relire les textes organiques créant les juridictions administratives, à élaborer une loi sur le juge de l'exequatur, à finaliser les différents accords de coopération judiciaire, etc.

2.2.5. Action 2.5: Gestion des affaires sociales et de la réinsertion

Cette action vise à améliorer la gestion des affaires sociales et la réinsertion des femmes et mineurs détenus dans les établissements pénitentiaires. Il s'agira particulièrement d'équiper les ateliers d'initiation des EP et du centre de Laye, d'initier les femmes et les mineurs privés de liberté en vue de leurs réinsertions sociales. De promouvoir la protection des mineurs en conflit avec la loi et de les assister devant les tribunaux, de définir et mettre en œuvre des programmes socio-éducatif et culturels en faveur des condamnés (culture, assistance spirituelle, sports et loisirs ...), d'organiser le maintien des liens sociaux et l'assistance psychosociale des détenus, de réaliser des enquêtes sociales concernant les mineurs, de contribuer en partenariat avec les intervenants pénitentiaires à l'information du public sur toute question relative à la vie en milieu carcéral.

2.2.6. Action 2.6 : Aide aux victimes et accès à la justice

Cette action permet de contribuer à la mise en œuvre des activités relatives à l'accès à la justice, de recevoir les plaintes et réclamations des victimes. A cet effet, elle doit organiser annuellement une rencontre de concertation entre le Ministère et les organisations de la société civile intervenant en milieu judiciaire et opérationnaliser le fonds d'assistance judiciaire. L'accent sera aussi mis sur la communication notamment la diffusion d'émission radio-télé sur des questions juridiques et judiciaires et sur le traitement des dossiers émanant des justiciables et du Médiateur du Faso en élaborant un rapport trimestriel.

2.3. Programme 3 : Administration pénitentiaire

Le programme « Administration pénitentiaire » comprend (05) actions et occupe une place importante dans l'exécution de l'œuvre de justice. Son objectif est de contribuer à assurer la sécurité publique tout en favorisant la réinsertion sociale des détenus. Ce programme vise à assurer la garde des personnes confiées par l'autorité judiciaire à l'administration pénitentiaire, à favoriser la réinsertion sociale, à développer des initiatives pour l'humanisation des établissements pénitentiaires. L'atteinte de ces objectifs nécessite un renforcement de la gestion du système pénitentiaire à travers une meilleure collaboration et coordination des actions de tous les acteurs intervenants dans l'administration des établissements pénitentiaires.

2.3.1. Action 3.1 : Garde et contrôle des personnes placées sous-main de justice

Elle regroupe la garde des détenus et contrôle des personnes faisant l'objet d'une mesure de suivi judiciaire et constitue une des fonctions essentielles du personnel pénitentiaire. Cette action vise à renforcer la sécurité dans les établissements pénitentiaires. Elle est composée d'activités devant permettre une gestion efficace de la population carcérale, la normalisation des infrastructures pénitentiaires et le renforcement des capacités opérationnelles et techniques du personnel pénitentiaire.

2.3.2. Action 3.2 : Réinsertion éducative et socioprofessionnelle des détenus condamnés

Elle permet de mettre à profit la durée de détention des condamnés. Cette action vise à promouvoir la réinsertion socioprofessionnelle des détenus condamnés. La mission de réinsertion sociale confiée à l'administration pénitentiaire s'appuie notamment sur les mesures d'aménagement de la peine et la réinsertion socioprofessionnelle. Elle identifie les activités qui seront menées dans les établissements pénitentiaires pour préparer la réinsertion des condamnés.

2.3.3. Action 3.3 : Humanisation des établissements pénitentiaires

Il s'agit d'améliorer les conditions de traitement des détenus dans le respect de la dignité humaine. Cette action vise à améliorer les conditions de détention des détenus. Les activités de cette action s'inscrivent dans le sens de l'amélioration de l'hygiène, de

l'alimentation, de l'espace vitale et du maintien des liens familiaux. Pour mener à bien cette action, les personnels qui sont amenés à exercer ces fonctions d'accueil et d'accompagnement doivent être suffisamment outillés à travers des renforcements des capacités et des dotations en matériel adéquat.

2.3.4. Action 3.4: Promotion de la production pénitentiaire

Il s'agit pour cette action de promouvoir et de développer les activités de production dans les centres de détention. Cette action vise à améliorer la production dans les établissements pénitentiaires qui à terme, doit permettre de couvrir les besoins alimentaires des détenus. A cet effet, des activités seront entreprises pour optimiser la production pénitentiaire à travers une meilleure organisation des activités, un renforcement des capacités des acteurs, une spécialisation des établissements pénitentiaires et une modernisation de la production.

2.3.5. Action 3.5: Commandement et coopération pénitentiaire

La Garde de sécurité pénitentiaire est un corps paramilitaire dont la gestion nécessite une attention particulière. L'action consistera à définir et à faire appliquer les activités prioritaires du programme « administration pénitentiaire » à travers la mise en œuvre des plans et des stratégies de renforcement de capacités opérationnelles, le suivi des activités des établissements pénitentiaires et les missions de maintien de la paix. Cette action doit contribuer à renforcer le commandement et la coopération pénitentiaire.

III. BESOINS FINANCIERS ET SOURCES DE FINANCEMENT DU PAST 2014-2016

Le plan d'action sectoriel triennal (PAST 2014-2016) de la Politique nationale de justice (PNJ) s'évalue en termes de besoins financiers à 24,301 milliards de FCFA et est réparti par programme ainsi qu'il suit :

N°	INTITULE DU PROGRAMME	PROGRAMMATION BUDGETAIRE (en millions FCFA)				
		2014	2015	2016	TOTAL	PART
01	Soutien et pilotage	2 279,75	2 667,50	3 115,50	8 062,75	33,18%
02	Administration judiciaire	3008	1976,75	2419	7403,75	30,47%
03	Administration pénitentiaire	2381,65	2844	3609	8834,65	36,35%
TOTAL		7 669,40	7 488,25	9 143,50	24 301,15	100 %

On constate que la répartition des besoins financiers par programme est de l'ordre de 30 à 36% de la programmation budgétaire globale. En effet, la part du programme Soutien et pilotage est de 33,18%, celle du programme administration judiciaire, de 30,47 % et celle de l'administration pénitentiaire de 36,35%. Cette situation dénote du caractère prioritaire des activités des trois (03) programmes sur la période.

IV. STRATEGIE DE MISE EN OEUVRE, DE SUIVI ET D'EVALUATION

Pour la mise en œuvre des actions du PAP 2014-2016, plusieurs stratégies seront développées à moyen terme, notamment la stratégie de renforcement des capacités, la stratégie de communication et la stratégie de mobilisation des ressources. Un mécanisme de suivi-évaluation sera également mis en place.

4.1. Stratégie de renforcement des capacités

Les politiques ne valent que par les hommes qui ont la charge de les piloter et d'exécuter les programmes et actions qu'elles comportent. Ce faisant, un accent particulier sera mis sur la formation initiale à travers notamment l'opérationnalisation des centres de formation professionnelle.

Outre la mise en œuvre du plan de formation continue, la stratégie de renforcement de capacités doit se faire à la lumière des objectifs poursuivis par la PNJ en vue de l'amélioration de la productivité globale du ministère.

Dans ce sens, des actions d'équipement en moyens logistiques adéquats, bureautiques et informatiques seront entreprises afin, d'une part, de permettre aux structures nouvellement créées, de fonctionner de manière optimale, et d'autre part, de pallier le défaut d'équipement des structures centrales et déconcentrées.

Un accent particulier sera également mis sur la cohérence entre les investissements et les équipements en vue d'éviter les difficultés de fonctionnements des structures.

4.2. Stratégie de communication

Pour assurer une meilleure appropriation de la PNJ révisée par les différents acteurs et créer une synergie d'actions autour de ses objectifs, la communication reste un outil indispensable de mobilisation des énergies. A cet effet, l'actualisation et la mise en œuvre du plan de communication du Ministère, la tenue de cadre de concertation avec les différents acteurs s'avèrent nécessaires.

4.3. Stratégie de mobilisation des ressources

La mise en œuvre de la PNJ exige la mobilisation de ressources financières conséquentes. Un accent sera mis sur l'adéquation des moyens avec les activités programmées. A cet effet, sur la base des orientations définies dans les cadres budgétaires à moyen terme (CBMT) de l'Etat, la préparation du budget devrait être faite en fonction des priorités définies par la politique et le plan d'actions.

Par ailleurs, des actions seront menées afin de renforcer la coopération avec les PTF en vue de susciter leur adhésion au financement de la PNJ.

Dans la même logique, l'organisation de l'intervention des OSC et du secteur privé permettra la prise en charge de certaines activités.

4.4. Dispositif de pilotage

La mise en œuvre de la politique est confiée aux structures opérationnelles, chargées de la conception, de la réalisation et de l'atteinte des résultats des programmes. Chaque programme sera coordonné par un responsable qui veillera à l'obtention des résultats attendus.

Pour la mise en œuvre optimale de la PNJ, un dispositif de pilotage et de suivi évaluation comportant le cadre sectoriel de dialogue justice et droits humains (CSD-JDH), un secrétariat technique et des groupes techniques (GT) de la PNJ sera mis en place. D'autres cadres de concertation tels que le conseil de cabinet du MJ et les CASEM constitueront également des instances de suivi de la PNJ.

4.4.1. Le cadre sectoriel de dialogue justice et droits humains (CSD-JDH)

Le CSD-JDH présidé par le ministre en charge de la justice, sera chargé d'orienter et de coordonner la mise en œuvre de la politique. Pour mieux suivre les interrelations entre

justice et droits humains, le ministère en charge des droits humains et de la promotion civique sera fortement impliqué. En plus de ce département, ce cadre comprendra des représentants des structures rattachées, des autres départements et institutions partenaires et des organisations de la société civile.

De manière spécifique, et pour ce qui concerne en particulier le Ministère de la justice, le CSD-JDH sera chargé notamment :

- de donner les orientations nécessaires pour la mise en œuvre des actions en vue de relever les grands défis du département en cohérence avec les priorités de la SCADD ;
- de valider les politiques, les standards, les indicateurs et les cibles proposés dans le cadre de la mise en œuvre de la politique sectorielle leur actualisation périodique ;
- d'examiner et adopter les Plans d'Actions Prioritaires (PAP) des années (n) à (n+2) de mise en œuvre de la PNJ et les budgets y afférents en veillant à leur cohérence avec les priorités définies;
- d'examiner et approuver les bilans des plans d'actions prioritaires de l'année (n-1), les rapports d'évaluation d'impacts de la mise en œuvre de la PNJ produits au moins tous les trois (03) ans;
- de valider les avant-projets de budgets programmes du ministère ;
- de valider les résultats à mi-parcours de l'exécution des budgets programmes du ministère;
- de promouvoir et suivre la mobilisation des ressources nécessaires à l'exécution des plans d'actions prioritaires ;
- d'assurer le suivi externe de l'exécution des PAP sur la base des rapports techniques et financiers ;
- de veiller au respect des chronogrammes d'exécution des actions programmées ;
- d'analyser leur niveau d'exécution et proposer des solutions aux éventuelles difficultés rencontrées ;
- d'approuver les rapports des évaluations réalisées de la mise en œuvre des PAP de la PNJ;
- de formuler des recommandations et toutes mesures correctives idoines pour la bonne mise en œuvre de la PNJ.

4.4.2. Le secrétariat technique

Le secrétariat technique est chargé de la coordination de l'action des groupes techniques et de la préparation des rapports périodiques à soumettre au comité de pilotage..

De façon spécifique, le secrétariat technique est chargé :

- de produire les différents projets de PAP de mise en œuvre de la PNJ;
- de produire les différents projets de rapports de mise en œuvre du PAP ;
- de transmettre les documents aux membres du comité de pilotage ;
- de renseigner régulièrement les indicateurs et les cibles proposés dans le cadre de la mise en œuvre de la PNJ et leur actualisation périodique;
- de suivre la mobilisation des ressources nécessaires à l'exécution des PAP ;
- d'assurer le suivi interne de l'exécution des PAP sur la base des rapports techniques et financiers des groupes techniques;
- d'analyser leur niveau d'exécution et proposer des solutions aux éventuelles difficultés rencontrées ;
- de centraliser les rapports des évaluations réalisées dans le cadre de la mise en œuvre des PAP ;
- de proposer des suggestions et recommandations et toutes mesures correctives idoines pour la bonne mise en œuvre de la PNJ.

4.4.3. Les groupes techniques

Les groupes techniques sont chargés de réfléchir sur des thématiques concernant les programmes mis en œuvre pour atteindre les résultats de la PNJ. Ils ont pour rôle de faciliter le suivi et la mise en œuvre des activités par le partage des expériences, les échanges de point de vue, la recherche de solutions. Les groupes techniques appuient le travail permanent des structures d'exécution et assurent le relais des activités avec le comité de pilotage.

Quatre (4) groupes techniques (GT) sont constitués en fonction, d'une part des grands domaines d'activités de la justice, et d'autre part, des besoins en renforcement des capacités induits par la PNJ. Il s'agit notamment:

- du groupe technique « pilotage et soutien » (GT/PS);

- du groupe technique « affaires civiles commerciale, sociale et administrative » (GT/ACCSA) ;
- du groupe technique « affaires pénales » (GT/AP);
- du groupe technique « gestion des affaires pénitentiaires » (GT/GAP).

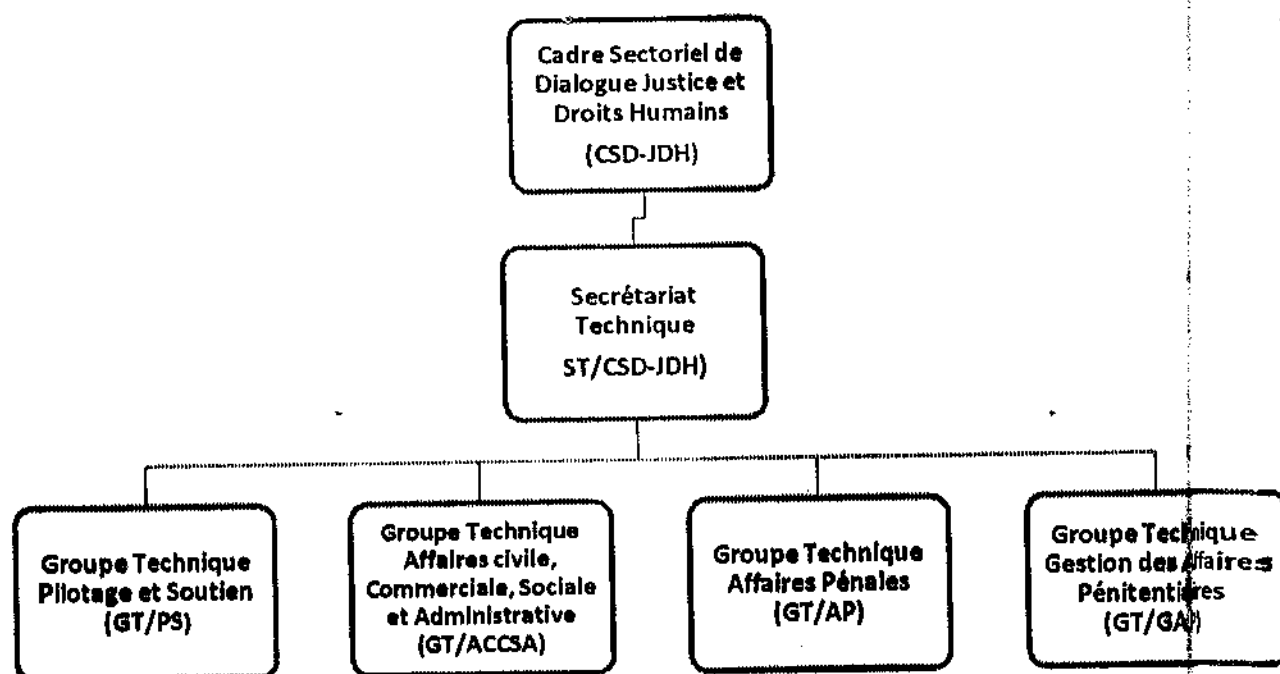
Les membres des GT sont proposés par les premiers responsables des structures du Ministère de la justice et des structures partenaires concernées par les thématiques du groupe. Ils sont choisis parmi les cadres supérieurs des structures opérationnelles ayant une responsabilité sur les activités du PAP. Ils doivent justifier de compétences leur permettant de reverser avec rigueur, les préoccupations et les contributions de leurs structures au sein des instances du dispositif de pilotage.

Les GT ont en charge de gérer les interrelations entre les activités participant à un même programme (ou un ensemble de programmes).

Tableau indiquant la périodicité de tenue des instances de pilotage

Niveau de coordination	Organisme	Responsables	Périodicité
1	Comité de pilotage	Ministre de la Justice, Garde des sceaux	Semestriel
2	Secrétariat technique	Directeur général des études et des statistiques sectorielles	Permanent
3	Groupes techniques	Présidents des groupes techniques	mensuel
4	Structures opérationnelles	Premiers responsables des structures	Permanent

SCHEMA DU DISPOSITIF DE PILOTAGE DE LA POLITIQUE NATIONALE DE JUSTICE



4.5. Le suivi-évaluation

Le suivi de la mise en œuvre de la PNJ portera sur l'état de réalisation des actions à partir des indicateurs associés. Les chargés de programmes, puis les groupes techniques produiront des rapports trimestriels qui rendent compte du niveau de réalisation des résultats. Le cadre de suivi des indicateurs sera le principal outil pour mesurer la performance de mise en œuvre.

Le processus de définition et de mise à jour des indicateurs de suivi sera poursuivi dans le cadre de l'élaboration d'un plan d'actions prioritaires. La collecte et le traitement des données ainsi que le renseignement des indicateurs seront assurés par le secrétariat technique. Pour l'accompagner dans son action, des moyens conséquents lui seront accordés.

Les revues de la politique sectorielle seront assurées par le comité de pilotage qui se réunira deux fois par an à cet effet. Le secrétariat technique préparera les documents à examiner par le Comité de pilotage.

Les instances du ministère de la justice (Conseil de cabinet, CASEM) seront impliquées dans le suivi des actions pour s'assurer non seulement de l'exécution effective des activités, du respect des échéances et du calendrier mais aussi de l'arrimage de celle-ci avec les missions du département.

V. RISQUES MAJEURS

La PNJ sera mise en œuvre dans un contexte national et international qui comporte des risques susceptibles d'avoir des influences sur le processus et les résultats. Pour ce faire, les risques ci-dessous spécifiés doivent être minimisés, maîtrisés ou neutralisés.

5.1. Non-implication des parties prenantes

La réussite de la mise en œuvre de la PNJ nécessite l'implication effective et l'engagement total des différents acteurs. Pour minimiser le risque de non implication des parties prenantes, le Ministère en charge de la justice travaillera à impliquer les professionnels de la justice, les ministères et institutions partenaires, les PTF, les OSC dans l'appropriation, l'exécution et le suivi de la politique. En ce sens, dès l'adoption de la PNJ, des actions d'information et d'appropriation du document seront entreprises.

5.2. Instabilité sociale, économique et institutionnelle

La réussite de la PNJ nécessite une stabilité sociale, économique et institutionnelle. En effet, les remous-socio politiques marqués par la montée de l'incivisme et du climat de méfiance vis-à-vis de l'autorité publique, les crises économiques et les mutations institutionnelles au sein de département sont des risques potentiels qui pourraient compromettre la mise en œuvre de la PNJ. Certes, le pays connaît depuis un certain temps une stabilité sociale, économique et institutionnelle, mais des efforts restent à fournir pour la consolidation des acquis.

5.3. Mobilisation inefficace des ressources financières

La mise œuvre de la PNJ nécessite des ressources financières conséquentes. Pour minimiser le risque lié à l'insuffisance de ressources financières, le gouvernement veillera à accroître considérablement la part du budget national allouée au Ministère en charge de la justice et travaillera à mobiliser les PTF autour des programmes de la politique.

CONCLUSION

La mise en œuvre de la PNJ révisée sera matérialisée par l'exécution de Plans d'Actions Prioritaire Triennaux successifs et glissants annuellement sur la période 2014-2019. Les ambitions du premier PAP 2014 -2016 de la PNJ portent sur la mise en place d'instruments pertinents et opérationnels de pilotage et de suivi évaluation qui permettra de consolider les acquis des PAST antérieurs, d'améliorer les conditions de travail des acteurs de la justice, de renforcer la production et la diffusion des services judiciaires et de rendre plus accessible la justice aux justiciables.

Aussi, l'élaboration et la mise en œuvre du schéma directeur informatique (SDI), le renforcement des capacités permettraient de renforcer la performance de la justice en termes de réduction sensible des délais de traitement des dossiers et d'amélioration de la qualité des décisions rendues.

La mesure de la performance se fera à partir de la production annuelle des statistiques judiciaires sur la base des données de la chancellerie, des juridictions et des établissements pénitentiaires. Ainsi, il sera produit annuellement l'annuaire statistique et le tableau de bord de la justice.

Par ailleurs, un cadre des indicateurs, élaboré périodiquement sur la base des situations de référence permettra de faire un suivi évaluation périodique de la réalisation des résultats et de l'atteinte des cibles.

En somme, sur la période 2014-2016, le coût des interventions des actions du secteur de la justice s'élève à environ 24,301 milliards de francs CFA, soit une moyenne 8,1 milliards de francs par an.. Le financement de ce PAP sera assuré principalement par les ressources du budget de l'Etat par les contributions des partenaires techniques et financiers d'une part et celles du secteur privé et des organisations de la société civile d'autre part.

ANNEXES

Annexe 1 : Matrice de la programmation (physique et financière) triennale

Codes activités	Activités à mener par programme et action	Groupes Technique	Structure d'exécution /Partenaires	Indicateurs de performance	Programmation Physique						Programmation Financière en millions de FCFA				Sources de financement
					2014						2015				
					1	2	3	4	5	6	2014	2015	2016	Total PAP 2014-2016	
1	Programme 1: Pilotage et appui des services du ministère			Proportion de cadres supérieurs dans les effectifs											
	Objectif spécifique 1: Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du ministère														
1.1	Action 1.1: Pilotage et coordination			Taux d'exécution du programme annuel d'activités											
	Objectif opérationnel: Développer les capacités managériales														
1.1.1	Assurer les tenues régulières des rencontres des groupes techniques		DGESS		x	x	x	x	x	30	30	30	90,00	Etat	
1.1.2	Assurer les tenues régulières des CASEM		DGESS		x		x	x	x	40	40	40	120,00	Etat	
1.1.3	Assurer les tenues régulières des conseils de cabinets		DGESS		x	x	x	x	x	6	6	6	18,00	Etat	
1.1.4	Assurer les tenues régulières des revues du CSD-JDH		DGESS		x		x	x	x	50	50	50	150,00	Etat	
1.1.5	Organiser des tournées du Garde des Sceaux dans six chefs-lieux de TGI et MAC par an		DGESS/DCP M		x	x	x	x	x	8	8	8	24,00	Etat	
1.1.6	Créer un cadre de concertation périodique avec les ministères et institutions partenaires dans le cadre de l'élaboration ou la relecture des textes, état civil, ...)		DGAJJ		x	x	x	x	x	0,5	0,5	0,5	1,50	Etat	
1.1.7	Elaborer et diffuser 200 exemplaires du manuel de contrôle des cours, des tribunaux et des établissements pénitentiaires		ITSJ		x	x	x	x	x	7			7,00	Etat/UE/A MIJ	
1.1.8	Produire et diffuser 200 exemplaires du recueil des textes réglementaires de contrôle des cours, des tribunaux et des établissements pénitentiaires		ITSJ						x		2		2,00	Etat/UE/A MIJ	
1.1.9	Réaliser une étude architecturale du siège du ministère (chancellerie)		DAF										0,00		

Codes activités	Activités à mener par programme et action	Groupes Technique	Structure d'exécution /Partenaires	Indicateur de performance	Programmation Pluriannuelle					Programmation Financière en millions de FCFA				Sources de financement	
					2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022		Total PAP 2014-2022
1.1.10	Construire le siège du ministère (chancellerie)		DAF							x	-	-	1000	1000,00	Etat
1.1.11	Réaliser une étude architecturale pour la construction du centre de formation des professions judiciaires et judiciaires		DAF/DMP							x			80	80,00	Etat
1.1.12	Construire l'école nationale de Garde de Sécurité Penitentiaire (première phase)		DAF						x	x	-		400	400,00	Etat
1.1.13	Construire l'école nationale de Garde de Sécurité Penitentiaire (deuxième phase)		DAF						x	x	-		200	200,00	Etat
1.1.14	Equiper l'Ecole Nationale de la Garde de Sécurité Penitentiaire (ENGSP)		DGSP				x	x	x	x	100	100	100	300,00	Etat
1.2	Objectif opérationnel: Améliorer la gestion des ressources humaines et promouvoir la culture de l'excellence										641,00	699,00	290,00	1621,00	
1.2.1	Elaborer un plan de recrutement en y intégrant les besoins en personnel spécifique (psychologues, sociologues, conciliateurs techniques, éducateurs spécialisés,)		DRH			x	x				10			10,00	Etat
1.2.2	Organiser les concours, tests et examens de recrutement du personnel du ministère de la Justice		DRH			x	x			x	80	90	90	260,00	Etat/Japon
1.2.3	Elaborer un plan de carrière du personnel du ministère de la Justice		DRH/DGAIJ/DGSP						x			20	-	20,00	Etat
1.2.4	Elaborer le plan de formation continue		DRH		x	x	x	x	x	x	400	400	80	880,00	Etat
1.2.5	Reformer l'activité sur le conseil de discipline		DRH/DGAIJ/ITS/DGSP			x					1	-	-	1,00	
1.2.6	Organiser des séminaires de formation sur la description des postes de travail au profit des juridictions et établissements pénitentiaires		DRH		x	x			x	x	30	30	30	90,00	Etat
1.2.7	Appuyer les structures du ministère pour la description des postes de travail		DRH			x	x							0,00	

Codes activités	Activités à mener par programme et action des manuels de procédures	Groupes Technique	Structure d'exécution / Partenaires	Indicateurs de performance	Programme Pluri-Annuel 2014-2016										Sources de financement	
					Programme Pluri-Annuel 2014-2016										Sources de financement	
					Programme Pluri-Annuel 2014-2016										Sources de financement	
					2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Total PAP 2014-2024
1.2.8	Organiser des séances de formation sur l'élaboration des manuels de procédures		DRH					x							30	60,00
1.2.9	Appuyer les structures du ministère pour l'élaboration des manuels de procédures		DRH					x							-	30,00
1.2.10	Organiser des sessions de formation en management des juridictions		DRH/DGAJJ		x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	40	120,00
1.2.12	Organiser des sessions de formation en informatique et en bureautique		DRH		x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	50	150,00
1.3	Action 1.3: Gestion des ressources matérielles et financières															
	Objectif opérationnel: Renforcer les moyens de travail du ministère			Taux d'exécution du budget du MJ											95	435,00
1.3.1	Elaborer le budget du ministère		DAF		x			x							5	25,00
1.3.2	Elaborer les rapports trimestriels d'exécution du budget du ministère		DAF		x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	-	0,00
1.3.3	Elaborer le plan de passation des marchés et le plan de déblocage de fonds		DMP/DAF		x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	5	15,00
1.3.4	Exécuter le plan de passation des marchés et le plan de déblocage de fonds		DMP/DAF		x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	10	30,00
1.3.5	Mettre à la disposition des services judiciaires du matériel roulant (véhicules à deux roues et quatre roues)		DAF		x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	30	230,00
1.3.6	Organiser des sessions de formation en gestion budgétaire et financière		DRH		x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	20	60,00
1.3.7	Assurer la sécurisation juridique des domaines fonciers du Ministère de la Justice		DAF/DGESS		x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	25	75,00
1.4	Action 1.4: Communication et information			Taux d'exécution du plan de communication											74,25	240,25
	Objectif opérationnel: Assurer la visibilité des actions du ministère															
1.4.1	Relire le plan de communication		DCPM/DGES		x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	10	10,00

Codes activités	Activités à mener par programme et action	Groupes Technique	Structure d'exécution /Partenaires	Indicateurs de performance	Programmation Physique					Programmation Financière en millions de FCFA				Sources de financement	
					2014				2015	2016	2014	2015	2016		Total PAP 2014-2016
					T 1	T 2	T 3	T 4	5						
1.4.2	Exécuter le plan de communication du ministère de la justice		DCPM						x	x		70	50	120,00	Etat
1.4.3	Décerner annuellement un prix spécial du ministère de la Justice aux concourants des GALIAN		DCPM		x				x	x	1	1	1	3,00	Etat
1.4.4	Céder un instructeur au ministère de la justice		DCPM						x		5	-	-	5,00	Etat/UE
1.4.5	Réaliser deux émissions télé par an sur des questions juridiques et judiciaires		DCPM		x		x				3			3,00	Etat
1.4.6	Réaliser quinze (15) chroniques radiophoniques de 15 min chacune par an sur des questions juridiques et judiciaires		DCPM		x	x	x				3,75			3,75	Etat
1.4.7	Diffuser les 15 chroniques radiophoniques sur les questions juridiques et judiciaires par an		DCPM			x	x				1,5			1,50	Etat
1.4.8	Organiser la huitième édition des journées portes ouvertes sur la justice (judiciaire, établissements pénitentiaires, charnelle)		DCPM		x						25			25,00	Etat
1.4.9	Publier quatre (04) numéros du bulletin justice info		DCPM		x	x	x				2,5			2,50	Etat
1.4.10	Organiser deux conférences de presse sur des questions d'actualité judiciaire		DCPM			x		x			0,5			0,50	Etat
1.4.11	Publier annuellement l'annuaire statistique et le tableau de bord		DGESS		x				x	x	10	10	10	30,00	Etat/BM/UE NICEF
1.4.12	Publier en ligne les codes et les précis de droit		DCPM/DGAJ		x		x	x	x	x	2	2	2	6,00	UE
1.4.13	Concevoir et éditer des plaquettes de vulgarisation des droits et principes juridiques fondamentaux		DCPM/DAJA V/DGAJ		x	x			x	x	10	10	10	30,00	UE
1.5	Actions 1.5: Planification et suivi-évaluation										1228	1078	1068	3374,00	

Codes activités	Activités à mener par programme et action	Groupes Technique	Structure d'exécution / Partenaires	Indicateurs de performance										Total PAF 2014-2016	Source de financement
				Indicateurs de performance											
				2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023		
	Objectif opérationnel: Améliorer la coordination, la planification et le suivi-évaluation														
1.5.1	Elaborer annuellement les PAP de la PNJ		DGESS												Etat
1.5.2	Elaborer un schéma directeur informatique (SDI)		DGESS/DAF/DMP	x											Etat
1.5.3	Exécuter le schéma directeur informatique (SDI)		DAF/DGESS												Etat/UE
1.5.4	Evaluer les performances des programmes et projets sous tutelle du MJ		DGESS												Etat
1.5.5	Elaborer et diffuser le rapport annuel sur la justice		DGESS												Etat
1.5.6	Elaborer annuellement le budget programme du ministère		DGESS/DAF	x											Etat
1.5.7	Former les cellules statistiques sur les outils de collecte des statistiques judiciaires		DGESS	x											Etat/UNICE F
1.5.8	Organiser des tournées de collecte des données statistiques dans les juridictions et les MAC		DGESS	x											Etat/UNICE F
1.5.9	Organiser des ateliers d'élaboration et de validation des projets d'annuaires et de tableau de bord statistiques		DGESS	x											Etat/UNICE F
1.5.10	Réaliser l'étude sur la démarche qualité de la production et la publication des statistiques		DGESS												Etat/BM/UNICEF
1.5.11	Former les agents des structures centrales en élaboration de programmes et rapport d'activités		DGESS/DRH												BM
Programme 2: Administration Judiciaire				Niveau de satisfaction des intervenants											
Objectif spécifique 2: Renforcer la production des données et des indicateurs de l'administration judiciaire															

Codes activités	Activités à inscrire par programme et action	Groupes Technique	Structure d'exécution /Partenaires	Indicateurs de performance	Préprogrammation Physique					Préprogrammation Financière en millions de FCFA				Sources de financement		
					T 1	T 2	T 3	T 4	T 5	2014	2015	2016	Total PAP 2014-2016			
21	Action 2: Gestion des affaires civiles, commerciale, administrative et sociale			Durée moyenne de traitement des affaires civiles, commerciales, sociales et administratives							312	123,75	177	612,75		
	Objeatif opérationnel: Améliorer la gestion des affaires civiles, commerciales, administratives et sociales															
21.1	Réaliser une étude sur les délais de traitement des dossiers		DGAJJ		x	x					10	-	-	10,00	Etat	
21.2	Tenir un atelier de validation de l'étude sur les délais de traitement des dossiers		DGAJJ			x					5			5,00		
21.3	Elaborer un rapport annuel d'évaluation des délais de traitement des dossiers et de délivrance des actes de justice		DGAJJ			x	x	x	x		-	-	2	2,00	Etat	
21.4	Former le personnel de la chambre commerciale des TGI et des cours d'Appel sur les xxxxxx		DGAJJ			x	x	x	x		30	30	30	90,00	Etat/MEBP	
21.5	Mettre une réflexion sur la réforme du contenu des pièces procédurales et des pièces d'exécution		DGAJJ/ITS		x	x					5	-	-	5,00	Etat	
21.6	Concevoir une base de données du fichier national du RCOM		DGAJJ		x	x	x	x			100			100,00	Etat/UE	
21.7	Organiser un forum de haut niveau entre la justice et le secteur financier		SG/DGAJJ			x					60	-	-	60,00	Etat	
21.8	Organiser un atelier d'identification des domaines de spécialisation pénitenciers en relation avec les chefs de publications		DGAJJ/DGPC S/DRH				x				7		-	7,00	Etat	
21.9	Concevoir des modules de formation par spécialité		DGAJJ/DGPC S/DRH					x			-	10	-	10,00	Etat	
21.10	Organiser des stages de spécialisation aux magistrats		DGAJJ/DGPC S/DRH						x		-	-	60	60,00	Etat	
21.11	Elaborer un plan de recrutement des magistrats et notaires		DGAJJ						x		3,75	-	-	3,75	Etat	

Codes activités	Activités à mener par programme et action	Groupes Technique	Structure d'exécution /Partenaires	Indicateurs de performance	Programme Pluriannuel					Programme Pluriannuel Financier en millions de FCFA				Sources de financement	
					2014				2015	2016	2014	2015	2016		Total PAP 2014-2016
					T1	T2	T3	T4	5	2014	2015	2016			
2.1.12	Exécuter le plan de recrutement des huissiers et des notaires		DGAJ]						x	-	-	5	5,00	Etat	
2.1.13	Former les présidents des TD/TA sur la rédaction des décisions juridictionnelles		DGAJ]			x			x	50	50	50	150,00	Etat	
2.1.14	Elaborer semestriellement des rapports de suivi des activités des tribunaux départementaux et des tribunaux d'arrondissement		DGAJ]/TI		x		x	x	x	30	30	30	90,00	HANS SEIDEL/Jap on	
2.1.15	Organiser un atelier avec les juges sur l'harmonisation des pratiques relatives au certificat de nationalité		DGAJ]	x						15			15,00	Etat	
2.2	Action 2.2: Gestion des affaires en matière pénale				Durée moyenne de traitement des affaires pénales					374	259	224	857,00		
	Objectif opérationnel: Améliorer la gestion des affaires pénales														
2.2.1	Former 30 magistrats par an pour l'instruction et le jugement des dossiers de crimes économiques		DGPCS		x				x	30	30	30	90,00	Etat/AMU	
2.2.2	Tenir annuellement la conférence des procureurs		DGPCS	x					x	7	7	7	21,00	Etat	
2.2.3	Tenir annuellement une rencontre sur la collaboration judiciaire entre les acteurs de la justice et les OPJ		DGPCS		x				x	20	20	20	60,00	Etat	
2.2.4	Mettre en place une chaîne pénale au palais de justice de Ouaga		DGPCS	x	x	x	x			100		-	100,00	Etat/UE	
2.2.5	Pour adopter les textes régissant les faits de justice criminelle		DGPCS/PS	x						-	-	-	0,00	Etat	
2.2.6	Elaborer une politique criminelle		DGPCS	x	x	x	x			15	-	-	15,00	Etat/UE/A MJ	
2.2.7	Créer les pools économiques et financiers dans les TGI de Ouagadougou et de Bobo Dioulasso		DGPCS/DAF/DGESS	x						30	-	-	30,00	Etat	

Codes activités	Activités à mener par programme et action	Groupes Technique	Structure d'exécution / Partenaires	Indicateur de performance	Programme Physique					Programme Financière en millions de FCFA					Sources de financement
					2014				2015	2016	2014	2015	2016	Total PAP 2014-2016	
					T 1	T 2	T 3	T 4							
2.4.1	Réaliser une étude diagnostique sur la législation nationale		DGAJ/DGES S				x	x		25	25	-	50,00	Etat	
1.1.1	Organiser un atelier de réflexion sur le rang protocolaire du pouvoir judiciaire		DGAJ]		x					3		-	3,00	Etat	
1.1.1.1	Elaborer et adopter un code de l'organisation judiciaire (manuel simplifié)		DGAJ]					x		-	10	-	10,00	Etat	
2.1.5	Retire le code des personnes et de la famille		DGAJ]	x	x	x	x			20		-	20,00	Etat	
2.1.6	Suivre l'adoption du code de protection des enfants		DGP/CS/DGAJ J	x						-	-	-	0,00	Etat	
2.2.12	Retire le code de procédure pénale		DGAJ/DGPC S					x		-	20	-	20,00	Etat/PACD E II/UE	
1.4.15	Diffuser les codes révis		DGAJ/DGPC S	x	x	x	x		x	18	10	10	38,00	UE/ANU	
2.4.3	Doter les juridictions en documents juridiques collectes		DGAJ/DGPC S					x		25			25,00	PNUD/JAP ON	
2.4.4	Retire les lois organiques sur le CSM et le statut de la magistrature		DGAJ]	x						5	-	-	5,00	Etat	
2.4.5	Retire le texte portant organisation judiciaire		DGAJ]					x		-	10	-	10,00	Etat	
2.4.6	Elaborer un code de l'organisation judiciaire (manuel simplifié)		DGAJ]					x		-	10	-	10,00	Etat	
2.4.7	Organiser un atelier de validation du code de l'organisation judiciaire (manuel simplifié)		DGAJ]					x		6		-	6,00	Etat	
1.2.17	Fournir les magistrats sur les codes et textes fondamentaux révis: dispositions nouvelles)		DGAJ]	x	x	x	x	x	x	40	40	40	120,00	UE	
1.1.12	Créer un centre de formation des professions judiciaires et judiciaires		DGAJ]			x				0,5	-	-	0,50	Etat/BM	
2.4.8	Réaliser une étude sur l'indépendance du pouvoir judiciaire		DGAJ/DGES S	x						20		-	20,00	Etat	
2.4.9	Finaliser un accord de coopération judiciaire avec l'Algérie		DGAJ]	x						0,5	-	-	0,50	Etat	

Codes activités	Activités à mener par programme et action	Groupes Technique	Structure d'exécution /Partenaires	Indicateurs de performance	Programmation Physique						Programmation Financière en millions de FCFA				Sources de financement
					2014-2016						Total PAP 2014-2016	2014	2015	2016	
					T	I	T	T	T	T					
2.4.10	Elaborer un recueil des conventions ratifiées par le Burkina Faso en matière judiciaire		DGAJJ		x					5	-	-	5,00	Etat	
2.4.11	Mettre à jour annuellement le recueil des conventions		DGAJJ				x		x	-	2	2	4,00	Etat	
2.4.12	Elaborer un rapport annuel sur la mise en oeuvre des conventions ratifiées par le Burkina Faso en matière judiciaire		DGAJJ			x	x	x	x	-	5	5	10,00	Etat	
2.4.13	Créer juridiquement deux tribunaux de travail (Fada et Dori)		DGAJJ					x					0,00	Etat	
2.4.14	Relire la Loi 013-2000 AN du 9 mai 2000 portant organisation, attributions, et fonctionnement de la Cour de cassation ainsi que de la procédure applicable devant elle		DGAJJ			x				5			5,00	Etat	
2.4.15	Elaborer une Loi sur le juge de l'exequatur		DGAJJ		x					5			5,00	Etat	
2.4.16	Adopter la Loi sur le juge de l'exequatur		DGAJJ				x						0,00	Etat	
2.4.17	Relire les Loi n° 21-95 ADP du 12 mai 1995 et n° 015-2000 AN du 23 mai 2000 relatives aux juridictions administratives		DGAJJ		x					7			7,00	Etat	
1.4.19	Concevoir une base de données jurisprudentielle		DGAJJ		x	x	x	x	x	10	10	10	30,00	UE	
2.4.19	Créer juridiquement la Cour administrative d'Appel de Ouaga		DGAJJ		x					-				Etat	
2.5	Action 2.5: Gestion des affaires sociales et de la réinsertion				Proportion de détenues femmes condamnées ayant bénéficié d'un programme de réinsertion					49	64	59	162,00		
	Objectif opérationnel: Améliorer la gestion des affaires sociales et de la réinsertion														

Codes activités	Activités à mener par programme et action	Groupes technique	Structure d'exécution /Partenaires	Indicateurs de performance	Programme 2014-2016					Programme 2014-2016			Sources de financement	
					2014				2015	2016	FCFA			Total PAP 2014-2016
					T 1	T 2	T 3	T 4			2014	2015		
2.5.1	Equiper les ateliers d'initiation préprofessionnelle des établissements pénitentiaires et du centre de Laga en faveur des mineurs et femmes privées de libertés		DGPCS			x		x	x	17	17	17	51,00	Etat/UNICE F
2.5.2	Doter les établissements pénitentiaires et le centre de Laga en kits de matières premières (menuiserie, soudure, couture, savonnerie, tissage, maraichage et culture)		DGPCS			x		x	x	4	4	4	12,00	Etat
2.5.3	Initier les femmes et mineurs privés de liberté en couture, menuiserie, soudure, maraichage et savonnerie dans les six établissements pénitentiaires		DGPCS/DGG SP			x	x	x	x	28	28	28	84,00	Etat/UNICE F
2.5.4	Réaliser une étude de faisabilité de la construction d'un Centre de formation socioprofessionnelle des détenus		DGESS/DGP CS/DAF		x			x		-	15		15,00	Etat
2.6	Action 2.6: Aide aux victimes et accès à la justice			Taux de variation du nombre de jurisconsultes accrédités par sexe						2094	1327	1872	5293,00	
	Favoriser l'accessibilité des femmes et des hommes à la justice													
2.6.1	Opérationnaliser le fonds l'assistance judiciaire		DAF/DGAJ/ DAJAV			x	x	x	x	100	150	200	450,00	Etat/PNUD /JAPON
2.6.2	Réaliser des émissions radio et télé pour informer la population de l'existence d'un système d'assistance judiciaire et les conditions des modalités d'accès à ce fonds		DAJAV/FON DS D'ASSISTANC E/DGAJ				x		x	25	25		50,00	PNUD/JAP ON
2.6.3	Organiser un atelier d'information au profit des acteurs communautaires sur l'existence d'un système d'assistance judiciaire et les conditions des modalités d'accès		DAJAV/FON DS D'ASSISTANC E/DGAJ					x	x	25	25		50,00	PNUD/JAP ON
2.6.4	Créer des boutiques de droit à Ouaga et à Bobo en faveur des populations vulnérables		DGAJ/DAJA V			x	x			40			40,00	PNUD/JAP ON

Codes activités	Activités à mener par programme et action	Groupes Technique	Structure d'exécution /Partenaires	Indicateurs de performance	Programmes Pétrocar						Programmation Financière en millions de FCFA				Sources de financement
					2014						2015	2016	Total PAP		
					T	I	T	T	T	T					
2.6.5	Doter les boutiques de droit (en équipement et documents d'information) en faveur des populations vulnérables		DGAJJ/DAJA V				x				35			35,00	PNUD/JAP ON
2.6.6	Editer 5000 dépliants par an sur des procédures et actes judiciaires		DAJAV/DCP M		x						7			7,00	Etat
2.6.7	Rendre fonctionnel les tribunaux d'instances en dehors de Ouaga et Bobo		DGAJJ					x	x		.	20	20	40,00	PNUD/JAP ON
2.6.8	Définir un cadre procédural et organisationnel des audiences foraines dans trois régions (Sahel, Est, Cascade)		DGAJJ				x				20			20,00	PNUD/JAP ON
2.6.9	Appuyer financièrement les TGI dans l'organisation des audiences foraines programmées		DGAJJ/DAF		x			x	x		-	50	-	50,00	Etat/ PNUD/JAP ON
2.6.10	Traduire les principaux textes (Code pénal et organisation judiciaire) en français facile et dans les langues nationales pour aider à leur diffusion et appropriation		DGAJJ					x				10		10,00	PNUD/JAP ON
2.6.11	Produire les supports d'information en langues nationales pour une meilleure sensibilisation des populations vulnérables		DGAJJ					x				10		10,00	PNUD/JAP ON
2.6.12	Diffuser les supports d'information en langues nationales pour une meilleure sensibilisation des populations vulnérables		DGAJJ					x				5		5,00	PNUD/JAP ON
2.6.13	Former les acteurs de base (Chefs traditionnels, maires, para juristes) sur les notions de la justice, les méthodes de conciliation, etc.		DGAJJ/DAJA V					x	x		-	75	50	125,00	Etat
2.6.14	Organiser annuellement une rencontre de concertation entre le Ministère de la Justice et les Organisations de la société civile intervenant en milieu judiciaire		DAJAV			x			x		2	2	2	6,00	Etat

Codes d'activités	Activités à mettre par programme et action	Groupes Techniques	Structure d'exécution /Partenaires	Indicateurs de performance	Programme Physique					Programme financier en millions de FCFA				Sources de financement	
					2014				2015	2016	2014	2015	2016		Total PAP 2014-2016
					T 1	T 2	T 3	T 4	5						
2.6.15	Créer 3 bureaux d'accueil pilotes dans les juridictions de Ouaga, Bobo et Tenkodogo		DAJAV/DGAJ					x		30			30,00	Etat	HANS
2.6.16	Organiser deux sessions de formation au profit des membres des TD		DGAJ		x			x	x	10	10	10	30,00	SEIDEL/laboratoire citoyeneté	HANS
2.6.17	Réfectionner les locaux de 10 TD pilotes		DGAJ/DAF		x					50			50,00	SEIDEL/lab oratoire citoyeneté	HANS
2.6.18	Equiper les 10 TD pilotes (ordinateurs, système d'archivage)		DGAJ/DAF					x		30			30,00	SEIDEL/lab oratoire citoyeneté	HANS
2.6.19	Reproduire et mettre à la disposition des TD/TA, les textes juridiques, imprimés et registres nécessaires à leur fonctionnement		DGAJ/DAJA V					x	x	30	30	30	90,00	HANS SEIDEL	HANS
2.6.20	Elaborer un manuel de procédures de gestion des affaires au profit du personnel des TD/TA		DGAJ						x		5		5,00	PNUD/JAP ON	PNUD/JAP ON
2.6.21	Traduire le manuel de procédures de gestion des affaires au profit du personnel des TD/TA		DGAJ						x		5		5,00	PNUD/JAP ON	PNUD/JAP ON
2.6.22	Diffuser le manuel de procédures de gestion des affaires au profit du personnel des TD/TA		DGAJ						x		15		15,00	PNUD/JAP ON	PNUD/JAP ON
2.6.23	Former le personnel des TD/TA sur l'utilisation du manuel		DGAJ						x		50		50,00	PNUD/JAP ON	HANS
2.6.24	Equiper (ordinateurs, mobilier de bureau, etc.) les TI hors de Ouaga et Bobo		DGAJ/DAF						x		15		15,00	SEIDEL/lab oratoire citoyeneté	HANS

Codes activités	Activités à mener par programme et action (deuxième TGI de Ouaga et le TGI de Po)	Groupes Technique	Structure d'exécution /Partenaires	Indicateurs de performance	Programmes Financiers						Sources de financement																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																							
					FCFA																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																													
					Programmes Financiers						Total PAP	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991	1990	1989	1988	1987	1986	1985	1984	1983	1982	1981	1980	1979	1978	1977	1976	1975	1974	1973	1972	1971	1970	1969	1968	1967	1966	1965	1964	1963	1962	1961	1960	1959	1958	1957	1956	1955	1954	1953	1952	1951	1950	1949	1948	1947	1946	1945	1944	1943	1942	1941	1940	1939	1938	1937	1936	1935	1934	1933	1932	1931	1930	1929	1928	1927	1926	1925	1924	1923	1922	1921	1920	1919	1918	1917	1916	1915	1914	1913	1912	1911	1910	1909	1908	1907	1906	1905	1904	1903	1902	1901	1900	1899	1898	1897	1896	1895	1894	1893	1892	1891	1890	1889	1888	1887	1886	1885	1884	1883	1882	1881	1880	1879	1878	1877	1876	1875	1874	1873	1872	1871	1870	1869	1868	1867	1866	1865	1864	1863	1862	1861	1860	1859	1858	1857	1856	1855	1854	1853	1852	1851	1850	1849	1848	1847	1846	1845	1844	1843	1842	1841	1840	1839	1838	1837	1836	1835	1834	1833	1832	1831	1830	1829	1828	1827	1826	1825	1824	1823	1822	1821	1820	1819	1818	1817	1816	1815	1814	1813	1812	1811	1810	1809	1808	1807	1806	1805	1804	1803	1802	1801	1800	1799	1798	1797	1796	1795	1794	1793	1792	1791	1790	1789	1788	1787	1786	1785	1784	1783	1782	1781	1780	1779	1778	1777	1776	1775	1774	1773	1772	1771	1770	1769	1768	1767	1766	1765	1764	1763	1762	1761	1760	1759	1758	1757	1756	1755	1754	1753	1752	1751	1750	1749	1748	1747	1746	1745	1744	1743	1742	1741	1740	1739	1738	1737	1736	1735	1734	1733	1732	1731	1730	1729	1728	1727	1726	1725	1724	1723	1722	1721	1720	1719	1718	1717	1716	1715	1714	1713	1712	1711	1710	1709	1708	1707	1706	1705	1704	1703	1702	1701	1700	1699	1698	1697	1696	1695	1694	1693	1692	1691	1690	1689	1688	1687	1686	1685	1684	1683	1682	1681	1680	1679	1678	1677	1676	1675	1674	1673	1672	1671	1670	1669	1668	1667	1666	1665	1664	1663	1662	1661	1660	1659	1658	1657	1656	1655	1654	1653	1652	1651	1650	1649	1648	1647	1646	1645	1644	1643	1642	1641	1640	1639	1638	1637	1636	1635	1634	1633	1632	1631	1630	1629	1628	1627	1626	1625	1624	1623	1622	1621	1620	1619	1618	1617	1616	1615	1614	1613	1612	1611	1610	1609	1608	1607	1606	1605	1604	1603	1602	1601	1600	1599	1598	1597	1596	1595	1594	1593	1592	1591	1590	1589	1588	1587	1586	1585	1584	1583	1582	1581	1580	1579	1578	1577	1576	1575	1574	1573	1572	1571	1570	1569	1568	1567	1566	1565	1564	1563	1562	1561	1560	1559	1558	1557	1556	1555	1554	1553	1552	1551	1550	1549	1548	1547	1546	1545	1544	1543	1542	1541	1540	1539	1538	1537	1536	1535	1534	1533	1532	1531	1530	1529	1528	1527	1526	1525	1524	1523	1522	1521	1520	1519	1518	1517	1516	1515	1514	1513	1512	1511	1510	1509	1508	1507	1506	1505	1504	1503	1502	1501	1500	1499	1498	1497	1496	1495	1494	1493	1492	1491	1490	1489	1488	1487	1486	1485	1484	1483	1482	1481	1480	1479	1478	1477	1476	1475	1474	1473	1472	1471	1470	1469	1468	1467	1466	1465	1464	1463	1462	1461	1460	1459	1458	1457	1456	1455	1454	1453	1452	1451	1450	1449	1448	1447	1446	1445	1444	1443	1442	1441	1440	1439	1438	1437	1436	1435	1434	1433	1432	1431	1430	1429	1428	1427	1426	1425	1424	1423	1422	1421	1420	1419	1418	1417	1416	1415	1414	1413	1412	1411	1410	1409	1408	1407	1406	1405	1404	1403	1402	1401	1400	1399	1398	1397	1396	1395	1394	1393	1392	1391	1390	1389	1388	1387	1386	1385	1384	1383	1382	1381	1380	1379	1378	1377	1376	1375	1374	1373	1372	1371	1370	1369	1368	1367	1366	1365	1364	1363	1362	1361	1360	1359	1358	1357	1356	1355	1354	1353	1352	1351	1350	1349	1348	1347	1346	1345	1344	1343	1342	1341	1340	1339	1338	1337	1336	1335	1334	1333	1332	1331	1330	1329	1328	1327	1326	1325	1324	1323	1322	1321	1320	1319	1318	1317	1316	1315	1314	1313	1312	1311	1310	1309	1308	1307	1306	1305	1304	1303	1302	1301	1300	1299	1298	1297	1296	1295	1294	1293	1292	1291	1290	1289	1288	1287	1286	1285	1284	1283	1282	1281	1280	1279	1278	1277	1276	1275	1274	1273	1272	1271	1270	1269	1268	1267	1266	1265	1264	1263	1262	1261	1260	1259	1258	1257	1256	1255	1254	1253	1252	1251	1250	1249	1248	1247	1246	1245	1244	1243	1242	1241	1240	1239	1238	1237	1236	1235	1234	1233	1232	1231	1230	1229	1228	1227	1226	1225	1224	1223	1222	1221	1220	1219	1218	1217	1216	1215	1214	1213	1212	1211	1210	1209	1208	1207	1206	1205	1204	1203	1202	1201	1200	1199	1198	1197	1196	1195	1194	1193	1192	1191	1190	1189	1188	1187	1186	1185	1184	1183	1182	1181	1180	1179	1178	1177	1176	1175	1174	1173	1172	1171	1170	1169	1168	1167	1166	1165	1164	1163	1162	1161	1160	1159	1158	1157	1156	1155	1154	1153	1152	1151	1150	1149	1148	1147	1146	1145	1144	1143	1142	1141	1140	1139	1138	1137	1136	1135	1134	1133	1132	1131	1130	1129	1128	1127	1126	1125	1124	1123	1122	1121	1120	1119	1118	1117	1116	1115	1114	1113	1112	1111	1110	1109	1108	1107	1106	1105	1104	1103	1102	1101	1100	1099	1098	1097	1096	1095	1094	1093	1092	1091	1090	1089	1088	1087	1086	1085	1084	1083	1082	1081	1080	1079	1078	1077	1076	1075	1074	1073	1072	1071	1070	1069	1068	1067	1066	1065	1064	1063	1062	1061	1060	1059	1058	1057	1056	1055	1054	1053	1052	1051	1050	1049	1048	1047	1046	1045	1044	1043	1042	1041	1040	1039	1038	1037	1036	1035	1034	1033	1032	1031	1030	1029	1028	1027	1026	1025	1024	1023	1022	1021	1020	1019	1018	1017	1016	1015	1014	1013	1012	1011	1010	1009	1008	1007	1006	1005	1004	1003	1002

Codes activités	Activités à mener par programme et action	Groupes Technique	Structure d'exécution /Partenariat	Indicateurs de performance	Programme Physique					Programme financier en millions de FCFA					Sources de financement
					2014				2015	2016	2014	2015	2016	Total PAF 2014-2016	
					T1	T2	T3	T4	5						
3.1	Objectif opérationnel: Renforcer la sécurité dans les établissements pénitentiaires										998	991	1911	3890,00	
3.1.1	Elaborer des plans de protection interne des EP		DGSP		x	x	x			0				0,00	Etat
3.1.2	Elaborer des plans opérationnels d'intervention de cinq EP et dans chaque DRGSP		DGSP/DGP CS			x	x	x	x	21	21	21	21	63,00	Etat
3.1.3	Concevoir des plans de normalisation des EP		DGSP/DAF			x				20				20,00	Etat
3.1.4	Elaborer un plan de renforcement des capacités du personnel pénitentiaire		DGSP/DRH		x	x	x			7				7,00	Etat/UE
3.1.5	Elaborer un plan d'équipement des personnels pénitentiaires		DGSP/DAF		x	x	x			10				10,00	Etat
3.1.6	Poursuivre le programme de construction et d'équipement de nouvelles MAC		DGSP/DAF		x	x	x	x	x	550	600	600	1750,00		Etat
3.1.7	Réaliser une étude architecturale de la prison de haute sécurité de Bobo Dioulasso		DGSP/DAF						x	0	80			80,00	Etat
3.1.8	Construire la première phase de la prison de haute sécurité de Bobo Dioulasso		DGSP/DAF							0			1000	1000,00	Etat
3.1.9	Concevoir le logiciel de gestion des détenus		DGSP/DGP CS		x	x				20				20,00	Etat/AMJ
3.1.10	Equiper les MAC en matériel informatique pour le logiciel de gestion des détenus		DGSP				x	x		100				100,00	Etat/AMJ
3.1.11	Organiser des sessions de formation des GSP sur le logiciel de gestion des détenus		DGSP					x	x	30	30	30	30	90,00	Etat/AMJ
3.1.12	Organiser une formation de 250 élèves GSP au GIFA par an		DGSP					x	x	60	60	60	60	180,00	Etat
3.1.13	Réfectionner cinq EP par an		DGSP/DAF		x	x	x	x	x	170	200	200	200	570,00	Etat

Codes activités	Activités à mener par programme et action	Groupes Technique	Structure d'exécution (Partenaires)	Indicateurs de performance	Durée de l'intervention (en mois)					Budget (en millions de CFA)					Sources de financement	
					Programme					Projet						
					2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023		
3.2	Action 3.2 Réinsertion éducative et socioprofessionnelle des détenus condamnés															
	Objectif opérationnel: Promouvoir la réinsertion socioprofessionnelle des détenus condamnés															
3.2.1	Elaborer une stratégie nationale de réinsertion sociale des détenus et son plan d'action		DGPCS/DGG SP													Ext
3.2.2	Exécuter le plan d'action de la stratégie nationale de réinsertion des détenus		DGPCS/DGG SP													Ext
3.3	Action 3.3: Promotion de la production pénitentiaire															
	Objectif opérationnel: Améliorer la production dans les établissements pénitentiaires															
3.3.1	Créer cinq centres de production pénitentiaire		DGGSP													Ext
3.3.2	Réaliser une étude architecturale de cinq centres de production pénitentiaire		DGGSP													Ext
3.3.3	Construire un centre de production pénitentiaire par an pendant cinq an		DGGSP													Ext
3.3.4	Réaliser des études de réhabilitation des sites de Baporo, Kamandéna, Fada		DGGSP													Ext
3.3.5	Réhabiliter les sites de Baporo, Kamandéna, Fada		DGGSP													Ext
3.3.6	Acquérir des équipements spécifiques et intrants de production		DGGSP													Ext
3.3.7	Spécialiser cinq agents en technique de production par an		DGGSP													Ext
3.3.8	Organiser quatre sessions de formation sur les techniques de production pénitentiaire		DGGSP													Ext
3.3.9	Organiser deux rencontres entre les acteurs de la production pénitentiaire par an		DGGSP													Ext

Codes activités	Activités à mener par programme et action	Groupes Technique	Structure d'exécution / Partenaires	Indicateurs de performance	Programme Pujya due					Programme financé en millions de FOEA					Sources de financement
					2014				2015	2016	2014	2015	2016	Total PAP 2014-2016	
					T 1	T 2	T 3	T 4							
3.3.10	Organiser six visites par an dans les sites de production		DG GSP		x	x	x	x	x	x	6	6	6	18,00	Etat
3.3.11	Organiser deux voyages d'étude et d'échange sur la production pénitentiaire		DG GSP			x					10			10,00	Etat
3.3.12	Rédiger les textes d'organisation et de gestion de la production pénitentiaire		DG GSP		x						6			6,00	Etat
3.3.13	Produire annuellement un rapport et programme d'activité du programme d'appui à la production pénitentiaire		DG GSP		x			x	x	x				0,00	Etat
3.4	Adopter 34. Maintien des établissements pénitentiaires Objectif opérationnel: Améliorer les conditions de détention des détenus			taux de suppression générale							540,5	570	585	1695,50	
3.4.1	Réaliser une étude sur l'assainissement des EP		DG GSP/DGP CS		x	x	x	x			30			30,00	Etat
3.4.2	Exécuter les recommandations de l'étude sur l'assainissement des EP		DG GSP/DGP CS						x	x		100	100	200,00	Etat
3.4.3	Organiser un atelier de réflexion sur la prise en charge sanitaire des détenus		DG PCS/DG G SP		x	x	x	x			30			30,00	Etat/AMU
3.4.4	Construire trois abris et installer trois moulins dans les établissements pénitentiaires		DG GSP/DAF					x			100			100,00	Etat
3.4.5	Construire quatre cuisines modernes dans les établissements pénitentiaires par an		DG GSP/DAF			x	x	x	x	x	160	160	160	480,00	Etat
3.4.6	Rédiger l'arté portait définition de la ration alimentaire des détenus		DG GSP					x			0,5	-	-	0,50	Etat
3.4.7	Construire des infirmeries dans deux établissements pénitentiaires par an		DG PCS/DAF						x	x		60	60	120,00	Etat
3.4.8	Equiper des infirmeries dans deux établissements pénitentiaires par an		DG PCS/DAF							x			30	30,00	Etat
3.4.9	Construire une unité d'hospitalisation dans les centres hospitaliers universitaires de Ouaga et Bobo		DG PCS/DAF						x			30		30,00	Etat

Codes activités	Activités à mener par programme et action	Groupes Technique	Structure d'exécution /Partenaires	Indicateurs de performance	Programme Physique					Programme Financière en millions de FCFA				Sources de financement
					2014-2016					2014-2016				
					T	T	T	T	T	2014	2015	2016	Total PAP 2014-2016	
3.4.10	Equiper une unité d'hospitalisation dans les centres hospitaliers universitaires de Ouaga et Bobo		DGPCS/DAF					x				15	15,00	Etat
3.4.11	Recruter un prestataire spécialisé pour la maintenance des châteaux d'eau et forages dans les établissements pénitentiaires		DGGSP/DAF			x	x	x		60	60	60	180,00	Etat
3.4.12	Construire deux quartiers pour mineurs et pour femmes par an		DGGSP/DAF				x	x		160	160	160	480,00	Etat
3.5	Action 3.5: Commandement et coopération pénitentiaire			Taux d'exécution des actes de coopération pénitentiaire						330,65	611,5	411,5	1352,65	
	Objectif opérationnel: Renforcer le commandement et la coopération pénitentiaire													
3.5.1	Relire les textes sur le contrôle et le suivi des activités des EP		DGGSP/DGP CS		x					0,5			0,50	Etat
3.5.2	Organiser deux rencontres de concertations sur la spécialisation du personnel de la GSP dans les domaines de la santé, action sociale, finances publiques, gestion des ressources humaines, élevage, agriculture, agroalimentaire, etc.		DGGSP/DGP CS			x				1			1,00	Etat
3.5.3	Elaborer un avant-projet de loi portant réglementation pénitentiaire		DGGSP/DGP CS/DGAJJ				x			10	-	-	10,00	Etat
3.5.4	Elaborer les textes de coopération pénitentiaire		DGGSP/DGP CS		x	x	x	x	x	1	1	1	3,00	Etat
3.5.5	Elaborer annuellement un rapport sur la mise en œuvre des conventions et accords en matière pénitentiaire		DGGSP/DGP CS		x	x	x	x	x	0,5	0,5	0,5	1,50	Etat
3.5.6	Organiser la conférence pénitentiaire internationale		DGGSP/DGP CS		x	x				100			100,00	Etat
3.5.7	Organiser annuellement une conférence du personnel GSP		DGGSP/DGP CS				x			15	15	15	45,00	Etat

Cofinancements acquis	Activités à mener par programme et action	Groupes techniques Techniques	Structure d'exécution /Partenaires	Indicateurs de performance	Programme Pluri-annuel										Prévisions financières en millions de FCFA					Sources de financement				
					2014					2015	2016	2014	2015	2016	Total PAF 2014-2016									
					T1	T2	T3	T4	1							2	3	4	5					
3.5.8	Organiser des stages et des séminaires de formation au profit des personnels de la GSP dans le cadre du partenariat avec l'ENAP		DGGSP			x	x	x	x	x				7	7	7	21,00	Etat/AMUJ						
3.5.9	Mettre en place un réseau de transmission haute fréquence pour la GSP		DGGSP						x	x				-	350	180	530,00	Etat						
3.5.10	Elaborer et faire adopter le décret sur les tenues et gilets de la GSP		DGGSP		x	x	x	x						0,5	-	-	0,50	Etat						
3.5.11	Mettre en place et faire fonctionner une brigade d'intervention en cas de troubles dans les établissements pénitentiaires		DGGSP			x	x	x	x	x				5,75	-	-	5,75	Etat/AMUJ						
3.5.12	Créer et faire fonctionner une infirmerie de la GSP.		DGGSP					x	x	x				0,5	20	20	40,50	Etat						
3.5.13	Inscrire la GSP dans les instances de l'association internationale pénitentiaire et des prisons (ICPA)		DGGSP/DAF			x								0,4			0,40	Etat						
3.5.14	Participer à la conférence annuelle de l'association internationale pénitentiaire et des prisons (ICPA)		DGGSP							x	x			5	5	5	10,00	Etat						
3.5.15	Poursuivre le programme de réfection des EP		DGGSP/DAF			x	x	x	x	x				170	200	200	570,00	Etat						
3.5.16	Elaborer un guide du personnel GSP en mission armée		DGGSP		x	x								3			3,00	Etat						
3.5.17	Organiser deux séances de sensibilisation sur la corruption à l'endroit du personnel GSP		DGGSP				x	x	x	x				15	15	15	45,00	Etat/AMUJ						
3.5.18	Mettre une maquette de réflexion sur l'insaturation d'une tenue pour décerner		DGFCOS					x						0,5	-	-	0,50	Etat						
					7 594 000					7 489 250					9 183 500					24 266 750				

Programme 1 : Pilotage et soutien des services du ministère

Indicateurs d'impacts	Référence		Valeurs cibles				Responsables	
	Unité	Valeur 2012	Valeur 2013	2014	2015	2016		
Objectif stratégique : Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du ministère	Indicateur 1 : taux d'exécution des programmes	pourcentage	40	85	90	95	100	SG/DGESS
	Indicateur 2 : proportion de cadres de concertation tenus	pourcentage	75	90	95	98	100	SG/DGESS
Indicateurs d'effets	Référence		Valeurs cibles				Responsables	
	Unité	Valeur 2012	Valeur 2013					
Action 1.1: Pilotage et coordination								
Objectif Opérationnel : Développer les capacités managériales	Indicateur 1 : niveau de satisfaction des agents en management	1 à 4	2	3	3	3	3	Toutes structures
	Indicateur 2 : taux d'exécution du programme annuel d'activités	pourcentage	70	90	95	98	100	Le responsable de programme
Action 1.2: Gestion des ressources humaines								
Objectif Opérationnel : Améliorer la gestion des ressources humaines et promouvoir la culture de l'excellence	Indicateur 1 : taux d'exécution du plan de formation continue	pourcentage	-	90	95	98	100	DRH
	Indicateur 2 : niveau de satisfaction des besoins en personnel des programmes	1 à 4	2	3	4	4	4	DRH
	Indicateur 3 : proportion d'agents formés	pourcentage	10	50	70	80	90	DRH
Action 1.3: Gestion des ressources matérielles et financières								
Objectif Opérationnel : Renforcer les	Indicateur 1 : proportion des besoins des programmes en matériel et équipement	pourcentage	75	90	100	100	100	DAF

2

Programme 2 : Administration Judiciaire

Objectif	Indicateurs d'impact	Références						Responsables		
		Unité	Valeur 2012	2013	Valeurs cibles					
Objectif stratégique : Renforcer la protection des droits et des libertés des femmes et des hommes	Indicateur 1 : niveau de satisfaction des justiciables selon le sexe	1 à 4								
			Action 2.1: Gestion des affaires en matières civile, commerciale, administrative et sociale							
Objectif Opérationnel : Améliorer la gestion des affaires civiles, commerciales, administratives et sociales	Indicateur 1 : durée moyenne de traitement des affaires	civiles	en mois et jours	2 mois 21 jours	2 mois 15 jours	2 mois 8 jours	2 mois jours	1 mois 3 jours	DGAJ/Juridictions	
			Commerciales	en mois et jours	4 mois jours	3 mois 22 jours	3 mois 19 jours	3 mois 15 jours		3 mois 10 jours
			Sociales	en mois et jours	15 mois	14 mois 15 jours	14 mois	13 mois 15 jours		13 mois
			Administratives	en mois et jours	16 mois	15 mois	14 mois	13 mois		12 mois
			Civiles	pourcentage	41,45	38,5	34	30		26,5
	Indicateur 2 : taux d'information des décisions en appel	Commerciales	pourcentage	23,45	20	16,5	14	11	DGAJ/Juridictions	
		Sociales	pourcentage	29,64	26,5	22	19	16,5		
		Civiles	pourcentage	87,5	80	76	70	62		
	Indicateur 3 : taux d'information des décisions en cassation	Commerciales	pourcentage	25	21	18	14	10	DGAJ/Juridictions	
		Sociales	pourcentage	15,84	12,6	10	7,3	4		
	Action 2.2: Gestion en matière pénale									
	Objectif Opérationnel : Gestion en matière pénale	Indicateur 1 : durée moyenne de traitement	Flagrants délits	mois et jours	1 mois 19 jours	1mois15	1mois11	1mois6	1mois	DGPCS/Juridictions

affaires pénales	Citations directes	mois et jours	11 mois jours	29	11 mois 19 jours	11 mois 8 jours	11 mois	10 mois 18	
Indicateur 2 : taux d'information des décisions en appel		pourcentage	31,25	29	27	25	22		DGPCS/Judictions
Indicateur 3 : taux d'information des décisions en cassation		pourcentage	70,45	60,3	54	46	38		DGPCS/Judictions
Action 2.3: Gestion du Secours									
Objectif Opérationnel : Régulariser le Secours de l'Etat	Indicateur 1 : proportion de secourus authentifiés	pourcentage	0	1	2,5	5	10		DGPCS
Action 2.4: Gestion de la législation et de la coopération									
Objectif Opérationnel : Améliorer la législation et renforcer la coopération judiciaire	Indicateur 1 : taux d'accroissement des actes de coopération	Pourcentage	0,15	0,17	0,20	0,22	0,25		DGAJJ
Action 2.5: Gestion des affaires sociales et de la réinsertion									
Objectif Opérationnel : Améliorer la gestion des affaires sociales et de la réinsertion	Indicateur 1 : proportion de détenus mineurs condamnés ayant bénéficié d'un programme de réinsertion	Pourcentage	47,6	47,6	50	53	57		DGPCS
	Indicateur 2 : proportion de détenus femmes condamnées ayant bénéficié d'un programme de réinsertion	pourcentage	0	1	3	7	10		DGPCS
Action 2.6: Aide aux victimes et accès à la justice									
Objectif Opérationnel : Favoriser l'accessibilité des femmes et des hommes à la justice	Indicateur 1 : Rayon moyen d'accès à un tribunal de grande instance	km	60,3	60,3	59,10	59,10	56,87		
	Indicateur 2 : taux de variation du nombre de justiciables assistés	pourcentage							
	Indicateur 3 : proportion de justiciables éligibles assistés	pourcentage	-	15	20	29	37		

Programme 3 : Administration Penitentiaire

	Indicateurs d'impact	Unité	Valeur 2012	Valeur 2013	Valeurs cibles				Responsables
					2014	2015	2016		
Objectif stratégique : Contribuer à assurer la sécurité publique tout en favorisant la réinsertion sociale des détenus	Indicateur 1 : taux de réinsertion sociale des détenus	pourcentage							
	Indicateur 2 : proportion d'EP ayant connu au moins une émeute et/ou une mutinerie	pourcentage							
	Indicateurs d'effet	Référence		Valeurs cibles				Responsables	
		Unité	Valeur 2012	Valeur 2013					
Action 3.1: Garde et contrôle des personnes placées sous main de justice									
Objectif Opérationnel : Renforcer la sécurité dans les établissements pénitentiaires	Indicateur 1 : Nombre d'évasions	pourcentage	30	27	22	18	13	DGGSP/MAC	
Action 3.2: Réinsertion éducative et socio-professionnelle des détenus condamnés									
Objectif Opérationnel : Promouvoir la réinsertion socio-professionnelle des détenus condamnés	Indicateur 1 : pourcentage de détenus bénéficiant d'une mesure de réinsertion sociale	pourcentage	29,11	31,2	32	33	34	DGGSP/MAC	
Action 3.3: Promotion de la production pénitentiaire									
Objectif Opérationnel : améliorer la production dans les établissements pénitentiaires	Indicateur 1 : taux de variation de la production agricole	pourcentage	-	8,5	12	16	20	DGGSP/MAC	
	Indicateur 2 : taux d'évolution des recettes de production	pourcentage	-	5	15	20	30	DGGSP/MAC	
	Indicateur 3 : pourcentage de détenus exerçant une activité professionnelle	pourcentage	-	41,67	60	75	95	DGGSP/MAC	
Action 3.4 : Humanisation des établissements pénitentiaires									
Objectif Opérationnel : Améliorer les conditions de détention des détenus	Indicateur 1 : taux de mortalité en milieu carcéral	pour 1000 détenus	9,33	7,56	6,02	5,37	4	DGGSP/MAC	
	Indicateur 2 : taux de surpopulation carcérale	pourcentage	43,9	40,2	37,5	33,3	30	DGGSP	
Action 3.5: Coopération pénitentiaire et coopération pénitentiaire									
Objectif Opérationnel : Renforcer le commandement et la coopération pénitentiaires	Indicateur 1 : taux d'exécution des actes de coopération pénitentiaires	pourcentage						DGGSP	
	Indicateur 2 : pourcentage d'exécution des actes de coopération pénitentiaires	pourcentage						DGGSP	